



France

Nette réduction du déficit budgétaire en 2015

- En première estimation, le déficit budgétaire français pour 2015 s'établit à 3,5% du PIB. Il s'inscrit ainsi en nette amélioration par rapport à 2014 (-0,5 point).
- La croissance plus élevée et la progression ralentie des dépenses publiques sous-tendent ce résultat meilleur que prévu.
- Les objectifs gouvernementaux pour 2016 et 2017 (3,3% et 2,7% de déficit, respectivement) apparaissent atteignables mais sans encore pouvoir être tenus pour acquis.

D'après les premiers résultats publiés par l'INSEE, le déficit budgétaire français pour 2015 s'établit à 3,5% du PIB. Il s'agit d'une bonne surprise par rapport à la prévision du gouvernement de 3,8%. Le déficit s'inscrit ainsi en nette réduction par rapport à 2014 (-0,5 point). Le mieux est d'autant plus significatif qu'il vient après une année « blanche », sans amélioration¹. En 2014, la consolidation budgétaire avait, en effet, marqué le pas, faute de croissance et d'inflation, le creusement du déficit conjoncturel (-0,3 point) contrebalançant la réduction du déficit structurel (+0,3 point). En 2015, l'inflation est restée aux abonnés absents (0% en moyenne annuelle après 0,5% en 2014) mais la croissance a été plus élevée (1,2% après 0,2%). Sur la base de l'estimation de la Commission européenne de la croissance potentielle française en 2015 (soit 0,9%), le déficit conjoncturel se serait légèrement réduit l'an dernier (-0,1 point) et le déficit structurel plus nettement (-0,4 point).

La réduction de EUR 7,4 milliards du déficit global s'appuie, pour un peu plus des deux tiers (EUR 5,3 milliards), sur celle du déficit des administrations publiques locales, qui elle-même résulte principalement du fort recul de leurs dépenses d'investissement (-EUR 4,6 milliards). Le besoin de financement des administrations de sécurité sociale s'est également réduit (à hauteur de EUR 2,2 milliards) tout comme celui de l'État (EUR 4 milliards) mais ce mieux est contrebalancé par une détérioration de même ampleur du solde des organismes divers d'administration centrale.

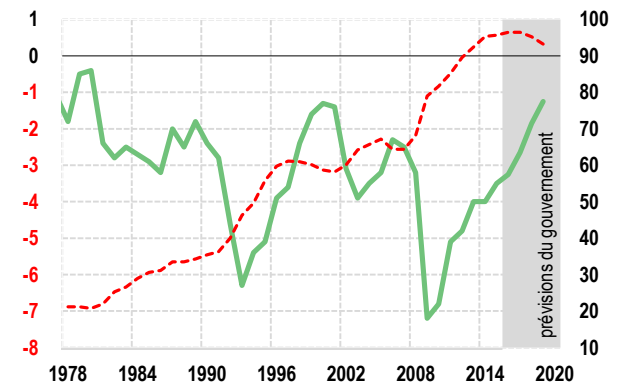
Si l'on regarde maintenant l'évolution des dépenses et des recettes, il y a un résultat frappant : le déficit s'est réduit malgré une baisse du poids des recettes publiques dans le PIB. Celle-ci est minime (-0,2 point, à 53,2%) mais elle n'en est pas moins significative après cinq années de hausse. La réduction du déficit budgétaire repose donc sur la baisse du poids des dépenses publiques dans le PIB (-0,5 point, à 56,8%). Celles-ci n'ont pas seulement progressé nettement moins vite que le PIB (+1,4% contre +2,3% en termes nominaux), elles ont également ralenti par rapport à 2014 (+1,8%). Deux postes de dépenses ne font pas que ralentir et baissent vraiment, en valeur absolue : le service de la dette (-EUR 4,5 milliards), grâce à la baisse des taux d'intérêt, et les dépenses d'investissement (-EUR 5,1 milliards).

¹ Le déficit 2014 a été légèrement rehaussé, à 4% du PIB contre 3,9% précédemment, tandis que le déficit 2013 a été révisé en baisse, à 4% au lieu de 4,1%.

Ratio de finances publiques (1)

En pourcentage du PIB

— Déficit budgétaire [é.g.] --- Dette publique [é.d.]



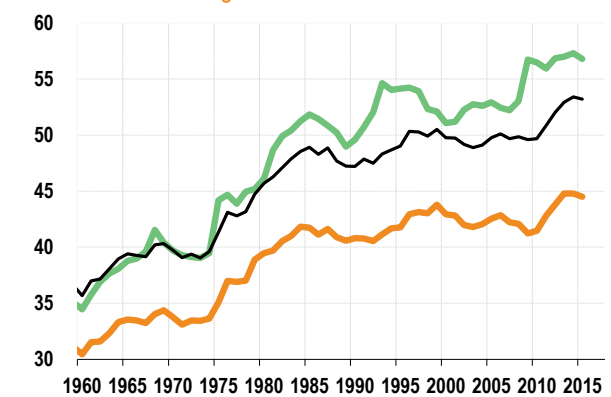
Graphique 1

Source : INSEE

Ratio de finances publiques (2)

En pourcentage du PIB

— Dépenses publiques — Recettes publiques — Prélèvements obligatoires



Graphique 2

Source : INSEE

Grâce au meilleur résultat de 2015, la marche à monter en 2016, pour atteindre l'objectif gouvernemental d'un déficit de 3,3%, est moins haute. Les chances de tenir cet objectif et aussi, par ricochet, celui de 2017 d'un retour sous la barre des 3% (à 2,7%), s'en trouvent accrues. Ces objectifs ne peuvent toutefois être tenus pour acquis du fait, d'une part, d'une croissance et d'une inflation encore faibles en perspective et, d'autre part, des nombreuses nouvelles dépenses annoncées et dont le financement n'est pas précisément connu à ce stade. La mise à jour en avril du programme de stabilité permettra d'y voir plus clair. Dans tous les cas, les efforts budgétaires français doivent être poursuivis. Le déficit reste élevé et le ratio de dette publique n'a, lui, toujours pas été infléchi. En 2015, il atteint 95,7% du PIB.